

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/129
12 novembre 2001

(01-5723)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: français

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Déclaration de S.E. M. Pierre Damien Boussoukou Boumba
Ministre du commerce et des approvisionnements des
petites et moyennes entreprises chargé de l'artisanat

Au nom du gouvernement de la République du Congo, je tiens à saluer la tenue de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce dont la préparation a suscité, à la fois, espoir et angoisse.

Espoir, parce que cette conférence nous donne l'occasion de nous retrouver tous, après l'échec de Seattle, afin de croiser, à nouveau, nos idées et procéder ensemble à la redéfinition des perspectives de développement de nos économies.

Angoisse, parce que tant d'événements, parfois très douloureux, ont secoué la planète ces derniers temps, au point de semer le doute sur la tenue possible de cette réunion et surtout sur les chances de réussite de celle-ci.

Notre rencontre, ici à Doha, est donc en soi un défi que vient de relever la communauté internationale dans un contexte économique et politique tout aussi marqué par la baisse de la croissance, le désinvestissement, le chômage, la persistance de la pauvreté dans les pays en développement, l'incertitude et la peur généralisées.

C'est donc, ici, le moment de saluer le courage de la direction générale de l'OMC qui n'a ménagé aucun effort, malgré de nombreux écueils, pour organiser cette conférence.

Je saisis également cette occasion pour remercier l'Émir de Qatar, S. A. Cheikh Hamed Bin Khalifa Al Thani, le gouvernement et le peuple de ce beau pays pour l'hospitalité et l'accueil combien chaleureux dont notre délégation a été l'objet.

Au cours des deux ans qui viennent de s'écouler, notre pays, le Congo, a longuement médité sur les motifs réels de l'échec de la Conférence de Seattle.

Nous y avons non seulement constaté des incompréhensions, des contradictions et parfois des égoïsmes affichés par certains Membres de notre Organisation, mais nous avons également noté la volonté farouche de la part d'autres Membres de parvenir à des solutions équitables et avantageuses pour tous les États.

La République du Congo réaffirme son engagement en faveur de cette dernière vision et exhorte tous les Membres de l'OMC à plus d'humanisme et de solidarité.

En effet, à l'heure où nos économies deviennent de plus en plus interdépendantes, il apparaît illusoire d'espérer un développement durable ou une croissance soutenue si nous ne mettons pas en place des mécanismes ou des règles commerciales équilibrées et profitables à tous.

Nous avons remarqué au cours des préparatifs de cette rencontre que plusieurs réunions se sont tenues, du G7 aux PMA, en passant par l'Union européenne, les ACP et tant d'autres organisations régionales ou sous-régionales.

À ces différentes occasions, auxquelles avaient participé les Ministres présents à cette Conférence de Doha, les sujets en débat à notre réunion avaient été suffisamment scrutés, ce qui devrait nous permettre de trouver rapidement des compromis et sortir enfin du tunnel que nous avons emprunté depuis Seattle.

Une fois encore, nous nous retrouvons confrontés à deux grandes questions: celle liée à la mise en œuvre des accords issus du Cycle d'Uruguay et celle relative au lancement d'un nouveau cycle de négociations.

Ces questions sont à la fois sensibles et complexes en raison des turbulences déjà vécues et des enjeux à venir.

L'Organisation mondiale du commerce se trouve ainsi à la croisée des chemins.

S'agissant de la mise en œuvre, la République du Congo voudrait exprimer son inquiétude au regard des résultats très peu encourageants obtenus depuis la Conférence de Seattle.

Sur l'ensemble de nos préoccupations, notamment l'accès aux marchés, l'agriculture, les tarifs douaniers, les ADPIC, etc., très peu de progrès ont été réalisés. À cela, il faut ajouter la question de l'assistance technique qui reste inadaptée et mal répartie.

En somme, les accords issus du Cycle d'Uruguay n'ont toujours pas apporté un appui substantiel au processus de développement des économies faibles.

Quant au nouveau cycle de négociations, l'on peut souligner que le refus ou la résistance de certains pour son lancement est souvent plus le fait d'une insatisfaction par rapport aux accords actuels qu'une indifférence de principe face aux nouveaux sujets.

Aussi, la République du Congo, pour sa part, s'inscrit-elle en faveur de toutes initiatives visant à poursuivre le processus de libéralisation du commerce dans un climat d'entente et de confiance mutuelle, prenant réellement en compte les besoins et les difficultés spécifiques des économies encore fragiles.

C'est pourquoi, nous réaffirmons l'adhésion totale de notre pays à la Déclaration des Ministres du commerce des pays membres de l'OUA/UA, élaborée à Abuja et soutenue par le Groupe africain de Genève.

Notre position est donc claire: le développement économique de l'Afrique et son intégration dans le système mondial doivent être au centre du débat et constituent, de ce fait, un des objectifs majeurs de cette conférence.

Pour cela, les questions dites de Singapour à savoir, l'investissement, la concurrence, les marchés publics, l'environnement et la facilitation des échanges, entre autres, devraient être abordées dans leurs aspects commerciaux, en définissant de façon claire et précise les objectifs à atteindre, ainsi que les mécanismes de mise en œuvre, en tenant compte des capacités actuelles de gestion des pays en développement.

Au cours de ces dernières semaines de préparation de cette conférence, l'Afrique a discuté avec ses partenaires européens, américains et d'ailleurs.

Nous avons pris acte des engagements pris par les uns et les autres, dans le cadre de l'assistance technique et du renforcement des capacités.

Nous louons les initiatives prises dans le cadre des Accords de Cotonou et de l'AGOA.

Les mesures qui sont envisagées dans ce nouvel environnement permettront certainement à l'Afrique et aux autres pays en développement d'entrevoir l'avenir avec un peu plus d'optimisme.

Mais, est-ce suffisant, étant donné les délais de mise en œuvre, pour permettre à nos États d'entrer dans un autre cycle de discussions si l'on ne doit compter que sur de simples promesses d'assistance.

Pour toutes ces raisons, nous recommandons que les discussions futures sur les nouveaux sujets s'accompagnent d'actions parallèles susceptibles de permettre à l'Afrique une mise en œuvre ultérieure des futurs accords avec de réelles chances de succès.

Je voudrais, pour terminer, former le vœu pour que les travaux de la quatrième Conférence de l'OMC débouchent sur des conclusions satisfaisantes pour tous.
